

# Rapport d'activités 2023

## Activités de sensibilisation

### ▪ Campagne œcuménique

La Campagne œcuménique 2023 s'est déroulée sur le thème : « Justice climatique – De quel monde voulons-nous être responsables ? ». Le lancement de la campagne à Genève a eu lieu le 28 janvier 2023 à la paroisse catholique chrétienne de Lancy en présence d'Olivier Humbert, membre du comité de l'Association genevoise de soutien à Action de Carême et multiplicateur de la campagne à Genève jusqu'à l'été 2023.

Diverses interventions se sont tenues dans les paroisses genevoises, notamment au Lignon et à Lancy où est intervenue l'hôte de la campagne œcuménique, Diary Ratsimanarihaja, ingénieure agronome, membre de la coordination d'Action de Carême à Madagascar. « Je me suis intéressée à l'agronomie car pour moi, la nourriture constitue la base de la vie. J'ai toujours aspiré à apporter mon aide dans ce domaine : accroître la production agricole, améliorer le niveau de vie des paysans et paysannes, éradiquer la malnutrition et atteindre l'autosuffisance alimentaire. Tout ça semble encore loin mais si chacun.e y met du sien, on peut avancer. » De nombreuses communes à Genève soutiennent les projets coordonnés par Diary.



### ▪ Transition et projet EcoEglise

Le 24 janvier 2023, Sophie de Rivaz, membre du comité de l'Association, et Ursula Peutot, coordinatrice du projet EcoEglise, sont venues présenter la plateforme et ses deux outils d'action – un éco-diagnostic et la certification Coq vert - aux responsables de l'Eglise nationale protestante de Genève.

Le 5 février, elle était invitée avec Frédéric Métral, ambassadeur d'EcoEglise pour l'Eglise catholique genevoise, à parler de la plateforme à la paroisse catholique Sainte-Thérèse à Champel. Isabelle Fort-Mabboux, présidente par intérim de l'Association, et Sophie de Rivaz ont rencontré le 26 avril l'Unité pastorale de Champagne (GE) pour discuter de l'intérêt éventuel de cette dernière à s'engager davantage dans le projet.

Enfin, Sophie de Rivaz a co-animé, le 19 novembre 2023, avec la pasteure Loraine d'Andiran, ambassadrice d'EcoEglise pour l'Eglise réformée, une Fresque du Climat à la paroisse réformée d'Anières dans le nouveau format adapté aux paroisses qui a été développé par EcoEglise.

## ▪ Entreprises et droits humains

Le 4 mai 2023, a eu lieu à la Maison des associations à Genève une table ronde « L’Afrique du Sud asphyxiée par ses mines » réunissant trois panélistes :

- Asanda-Jonas Benya, sociologue et spécialiste du genre, à l’Université du Cap ;
- François Mercier, responsable du dossier Matières premières et droits humains à Action de Carême ;
- et enfin, Juliette Müller, responsable de communication et plaidoyer, Coalition pour des multinationales responsables.

Asanda Jonas-Benya a parlé de l’étude qu’elle a réalisée, sur mandat d’Action de Carême, l’impact environnemental et social des mines en Afrique du Sud et leurs incidences sur les hommes et les femmes des communautés concernées.

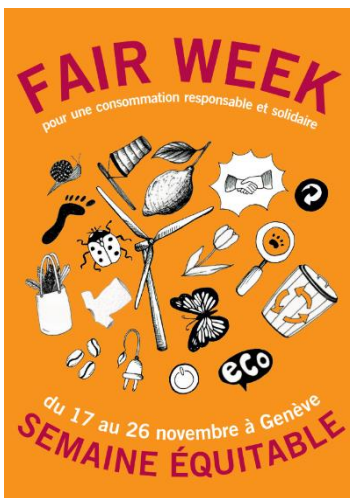
François Mercier a évoqué une plainte de mineurs atteints de pathologies en raison du manque de matériel de protection dans des exploitations de charbon dépendant de Glencore, plainte soutenue par Justice et Paix en Afrique du Sud. Il fait part des dernières négociations autour du traité international sur les droits humains à l’ONU.

Juliette Müller a fait le point sur l’état du processus politique en Suisse pour que les entreprises prennent leur responsabilité en matière environnementale et sociale et sur ce que la société civile suisse entreprend à cette fin.

Par ailleurs, Action de Carême a fait paraître un rapport sur la question de l’exportation illégale d’or depuis la Colombie dans des raffineries suisses (<https://actiondecareme.ch/importations-dor-de-colombie/>), rapport qui a été diffusé aux membres de l’Association genevoise de soutien à Action de Carême.



## ▪ Commerce équitable



L’Association a soutenu la quatrième édition de la « Semaine équitable » à Genève. La Semaine a eu lieu du 19 au 26 novembre 2023. Elle a été organisée par : l’Association genevoise de soutien à Action de Carême, l’association Swiss Fair Trade, faïtière du commerce équitable, l’Association romande des Magasins du Monde avec le soutien des Agendas 21 des Villes de Genève et Carouge et la participation de petits commerces tels que Boutique Ayni, Cap Indigo, La Calebasse, et Le Balafon.

Une **table ronde** a été organisée autour de la thématique de l’alimentation équitable. Intitulée « Le commerce équitable Nord-Sud, une source d’inspiration pour une transition au Nord ? », elle a réuni Micol Arena, responsable de projet en Italie chez Equo Garantito, Benoît Berger, directeur de programme à Fair Trade Lebanon, Caroline

Pifaretti, responsable du pôle Emploi et formation à la Chambre de l’économie sociale et solidaire APRES-GE et Gaëlle Bigler, experte indépendante sur la justice alimentaire et les systèmes alimentaires durables. La table ronde, introduite par le maire de Genève, M. Alfonso Gomez, a fait

l'objet d'un enregistrement disponible ici : <https://magasins-du-monde.ch/campagnes/le-commerce-equitable-nord-sud-une-source-dinspiration-pour-une-transition-au-nord>.

Cette table ronde faisait suite à un « World Café » organisé avec le soutien de la Ville de Genève ainsi que de l'Association de soutien qui a eu lieu le 9 octobre 2023. Cette réunion d'experts et expertes en alimentation durable avait pour objectifs de partager des retours d'expérience dans différents contextes, d'identifier ensemble les freins et accélérateurs du commerce équitable local, d'évaluer les impacts que le commerce équitable local pourrait avoir sur les différentes dimensions de la durabilité du système alimentaire, de poser les bases d'une déclaration commune sur les valeurs et critères partagés et d'amorcer une réflexion sur une stratégie d'implémentation. Parmi les pistes est revenue à plusieurs reprises la thématique de l'agroécologie, une thématique de travail chère à Action de Carême.

## Vie interne

Le comité s'est réuni à trois reprises les 31 janvier, 2 mai et 26 septembre 2023. L'Assemblée générale (AG) a eu lieu le 6 juin 2023. Daniel Hostetter a quitté le comité et a été remplacé par Andreas Rösch. Amélie Ardaya a quitté également le comité car partie vivre à l'étranger. Lors de la deuxième partie de l'AG, Valérie Lange, chargée de programme à la Fondation Action de Carême a présenté le projet du partenaire local « ARMI » au Laos ; Ursula Peutot, co-coordinatrice du projet "EcoEglise" lancé par les organisations Oeco Eglises pour l'environnement, A Rocha, StopPauvreté, ainsi que l'EPER et Action de Carême à travers le "Laboratoire de transition intérieure", a de son côté fait une présentation de la plate-forme EcoEglise.

Le groupe de travail « programme », composé d'Isabelle Fort-Mabboux, Virginie Estier, Olivier Humbert, Sabrina Penel, nouvelle chargée de recherches de fonds, et Sophie de Rivaz, a discuté sur diverses lignes d'action à suivre en 2024.

Un nouveau logo a été adopté lors de la séance de comité du 31 janvier 2023 et l'appellation de l'Association simplifiée.

## Soutien à nos partenaires du Sud

### ▪ Recherches de fonds

Pour soutenir les projets des partenaires de la Fondation Action de Carême, plusieurs demandes de fonds ont été envoyées en 2023 à la Ville mais aussi au Canton de Genève ainsi qu'à diverses communes, telles que Carouge, Avusy, Chêne-Bourg, Vandoeuvres, Onex et Lancy.

C'est ainsi que la Délégation Genève Ville Solidaire a souhaité soutenir pour la seconde année consécutive, à hauteur de CHF 52'853.-, un projet de lutte contre la pauvreté et l'endettement chronique des paysans grâce aux groupements d'épargne commune à Madagascar. La Ville de Carouge a, quant à elle, soutenu l'accompagnement des communautés locales de la province du Lualaba dans le processus d'engagement pour la bonne gouvernance des ressources minières. Ce sont donc CHF 10'000.- qui ont été généreusement versés pour ce projet en RDC.

Les Villes d'Onex et de Lancy ainsi que la Commune de Chêne-Bourg ont opté pour l'amélioration de l'état nutritionnel et de santé des femmes ainsi que des enfants de 12 villages au Laos. Quant à la Mairie d'Avusy, son cœur a balancé entre le Laos et Madagascar.

En ce qui concerne la Commune de Vandoeuvres, elle a choisi la nouvelle phase du projet SWSC de Rano Aina qui propose un accès durable à l'eau, à l'assainissement et à l'hygiène à la population des 6 communes des districts d'Ampanihy et de Betioky, au sud de Madagascar.

Un immense merci pour ce généreux soutien, d'un total de CHF 84'153.-, qui fait vraiment la différence auprès de nos organisations partenaires. Celles-ci peuvent ainsi mettre en place des actions de renforcement des capacités afin que les paysannes et paysans puissent avoir un accès à une nourriture saine et en suffisance, même en période de sécheresse, ainsi qu'à une vie plus digne.



Lavage des mains après utilisation des latrines dans les « écoles bleues » ©

#### ▪ Description des projets soutenus

##### *Amélioration de l'état nutritionnel et de santé des femmes et des enfants de 12 villages du sud du Laos*

*2022-2025 | avec l'organisation partenaire Association for Community Development*

Le projet cherche, d'une part, à améliorer la santé et les conditions de vie des familles (plus particulièrement des mères et des enfants de moins de 5 ans) et, d'autre part, à améliorer l'hygiène et la nutrition des enfants de primaire de 12 villages, tout en visant l'approbation d'un programme d'éducation en nutrition dans l'enseignement scolaire au niveau provincial. Pour ce faire, des connaissances sur une meilleure alimentation (saine et nutritive) sont transmises aux familles cibles par des volontaires villageois spécialement formés en la matière. Les femmes sont informées sur les croyances culturelles et pratiques traditionnelles liées à la grossesse et à l'accouchement, qui mettent leur santé en danger ainsi que celle de leurs enfants. Cela leur permet de dépasser les tabous alimentaires et de recourir aux soins dispensés dans les centres de santé.

En parallèle, de meilleures pratiques agricoles, forestières et d'élevage sont promues auprès des familles, afin qu'elles développent des moyens de subsistance tout en accédant à des sources de nourriture diversifiées. Prenant conscience de la valeur de la forêt et de ses produits, elles protègent leurs ressources naturelles. Lors des formations, les femmes apprennent à mobiliser des outils de gestion de l'économie familiale. Cette transmission de connaissances se fait également à travers l'enseignement scolaire pour atteindre un grand nombre d'enfants et de parents.

##### *Contribuer à la résolution du problème d'accès à l'eau potable, à l'assainissement et à l'hygiène*

*2023-2027 | avec l'organisation partenaire Taratra*

Ce projet contribue à résoudre le problème d'accès à l'eau potable, à l'assainissement et à l'hygiène (EAH) de la population des 6 communes des districts d'Ampanihy et de Betioky, au sud de Madagascar. Notre partenaire a mis en œuvre le projet Rano Aina (« L'eau pour vivre ») avec 2 premières phases dédiées à la construction et à l'installation de puits. Il y a ensuite eu la phase 3 (2020-2023) avec le programme EAH et Ecole bleue pour l'inclusion des pratiques hygiéniques, sanitaires et écologiques

dans l'enseignement primaire. Cette phase visait à répondre à un besoin urgent de la population des districts de Betioky et d'Ampanihy en eau potable et d'une meilleure nutrition. En parallèle, il y a eu la promotion des gestes essentiels pour les soins et l'hygiène corporels, tout comme la construction et l'utilisation de latrines, essentielles notamment pour l'hygiène des filles et des femmes. À travers ces pratiques, l'objectif était d'inciter les habitant·e·s à modifier leurs habitudes et leurs comportements en matière d'hygiène et d'assainissement, dont la défécation à l'air libre, qui contribue à la propagation de maladies gastro-intestinales, qui touchent en particulier les enfants. La phase 4 (2023-2027), quant à elle, renforce les acquis et répond aux problématiques associées à : la santé, la faiblesse des infrastructures et services, le manque de connaissances de base, les problèmes liés au système éducatif et à une mauvaise gouvernance.

### ***Lutte contre la pauvreté et l'endettement chronique des paysan·ne·s grâce aux groupements d'épargne commune à Madagascar***

*2020-2024 | avec l'organisation partenaire Tsinjo Aina Sava*

Dans la région productrice de vanille de la Sava, au nord-est de Madagascar, les familles paysannes de 4 districts se mobilisent pour se libérer de l'endettement et améliorer leur sécurité alimentaire. Dans un contexte de grande pauvreté et de conditions climatiques difficiles, de nombreux agriculteurs et agricultrices contractent des emprunts en cas de difficultés (manque de nourriture, maladie, frais de scolarisation élevés) avec des taux d'intérêt exorbitants. Ruinés ou endettés, ils doivent, de plus, surmonter les périodes de soudure (pénuries alimentaires) avant chaque récolte annuelle.

Dans le cadre de ce projet, Tsinjo Aina Sava met en œuvre l'approche « Tsinjo Aina » qui signifie « sécuriser la vie par la prévention » auprès de plus de 15'700 personnes. Organisées en plus de 943 groupements d'épargne solidaire, elles gèrent une épargne commune et octroient des prêts à faible taux d'intérêt aux membres dans le besoin. Les membres de ces groupements participent également à des formations et à des ateliers de sensibilisation ou d'information en matière principalement d'agroécologie, de nutrition, d'eau, hygiène et assainissement, de gestion des risques de catastrophes et des changements climatiques. Bénéficiant d'appui-conseils, ils sont régulièrement suivis pour atteindre leur désendettement. 217 réseaux de groupements sont aussi accompagnés dans la réalisation d'activités de développement local avec, lorsqu'il est possible, la collaboration des autorités locales. En parallèle, Tsinjo Aina Sava mène des actions avec d'autres organisations de la société civile pour effectuer du plaidoyer en faveur des communautés rurales et de leurs droits. L'approche Tsinjo Aina permet aux membres de mener leur groupement vers un stade d'autonomie qui pose les bases d'une amélioration de leurs conditions de vie.

### ***Aide d'urgence pour les paysan·ne·s et leur famille déplacés par les violences dans le Sahel burkinabè***

*2022-2023 | avec l'organisation partenaire Maroobe Oudalan*

Depuis 2020 (voire avant), le Burkina Faso traverse la pire crise humanitaire de son histoire avec l'apparition de groupes terroristes et de groupes armés non étatiques qui attaquent indistinctement la population civile et les forces de l'ordre. Déjà touché par la pauvreté, l'aridité et l'insécurité alimentaire, le pays est devenu l'épicentre de cette violence armée qui touche la zone dite « des trois frontières » avec le Mali et le Niger. Les personnes déplacées internes du Burkina Faso représentent plus de 68% des personnes déplacées de cette zone, équivalant à près de deux millions de personnes. L'aide humanitaire reste la principale source de revenus pour plus de 38% d'entre elles et l'assistance humanitaire pour les communautés non déplacées, qui ont également besoin d'aide, reste un défi.

Le présent projet a été défini dans ce contexte pour répondre aux besoins urgents des populations cibles avec lesquelles Maroobe Oudalan travaillait jusque-là dans la zone pastorale de l'Adjéguir et qui ont fui ces violences vers la ville de Gorom-Gorom. Il s'adresse à près d'un millier d'hommes, de femmes et d'enfants de 140 ménages, en situation d'extrême vulnérabilité et n'ayant plus de moyens de subsistance comme leur champ ou leur bétail. Il leur fournira une aide alimentaire immédiate, ainsi qu'une aide pour leur subsistance à moyen terme. L'idée étant de leur redonner les capacités de générer des revenus afin qu'ils puissent retrouver une autonomie le plus rapidement possible grâce à l'élevage caprin, de volaille ou encore à la vente d'aliments préparés. Pour ce faire, diverses formations, dont un appui en gestion financière, sont prévues, de même que la distribution de kits de démarrage pour ces activités génératrices de revenus. En raison de l'apparition de tensions entre ethnies (hôtes et déplacés), des formations axées sur l'amélioration de la cohésion sociale sont aussi mises en place.

### ***Les familles paysannes de 30 villages renforcent leur sécurité alimentaire au Laos***

*2021-2023 | avec l'organisation partenaire ARMI*

80% de la population laotienne vit en zone rurale et de l'agriculture dont de subsistance. Néanmoins, les obstacles rencontrés dans le domaine agricole et de l'élevage par les familles paysannes ne leur permettent pas d'accéder à de bonnes conditions de vie. Quant à la situation alimentaire du pays, elle est de plus en plus affectée par les catastrophes naturelles et les dérèglements climatiques qui détruisent ou réduisent les récoltes. Les 3 districts dans lesquels le projet est mis en œuvre, font partie des plus pauvres du Laos. 35% de leur population vit en dessous du seuil de pauvreté. Les habitudes alimentaires des familles dépendent des produits disponibles et des croyances et pratiques traditionnelles. Leur alimentation est souvent pauvre en nutriments, peu diversifiée et ne tient que peu compte des besoins des femmes enceintes, des jeunes femmes et des enfants. Enfin, les quantités d'eau disponibles et sa qualité ne suffisent pas à répondre aux besoins de la communauté.

C'est dans ce contexte que le projet travaille avec 30 villages isolés sur le renforcement des capacités des bénéficiaires à accroître et à améliorer leur production agricole. Pour ce faire, ARMI a mis en place des activités d'extension des rizières, d'amélioration des rendements de riz, de mise en place de cultures de champignons, de démarrage de la pisciculture (avec des plantations autour des étangs à poisson), d'élevage de chèvres, de porcs et de poulets, de création de zone de conservation (notamment de poissons), d'augmentation de l'accès à l'approvisionnement en eau ou encore d'amélioration des installations sanitaires. Des actions de sensibilisation à l'assainissement, à la nutrition et à l'égalité des sexes ont aussi été menées, de même que des visites d'échange d'expériences inter-villageoises. ARMI a ainsi organisé et mis sur pied des formations, événements de sensibilisation, démonstrations et ateliers pour les familles bénéficiaires dans le but de renforcer leurs connaissances et leurs compétences pour parvenir à mieux sécuriser leur alimentation.

### ***Accompagnement des communautés de la province du Lualaba pour le renforcement de la bonne gouvernance des ressources minières, en République démocratique du Congo***

*2022-2023 | avec l'organisation partenaire Afrewatch*

En 2018, des innovations importantes ont été apportées à la législation minière congolaise. Elles consistent notamment en l'obligation, pour les entreprises minières, de signer un cahier des charges, contribuer au développement local via la dotation de 0,3% de leur chiffre d'affaires et le paiement de 15% de la redevance minière aux entités territoriales décentralisées. Ces ressources sont destinées au

financement de projets d'intérêt public définis directement par les populations locales (comme des forages, des écoles, des routes, etc.). Toutefois, le manque de mesures d'application des dispositions du code ralentit le processus de développement local. En parallèle, les cas de pollutions de l'environnement, d'accidents ou de violations des droits humains en lien avec l'exploitation minière sont fréquents et requièrent une vigilance constante de la société civile.

Ce projet d'accompagnement des communautés du Lualaba, vise à soutenir les populations locales et les victimes d'abus et à leur donner les moyens d'exiger le respect de leurs droits humains et de l'environnement, celui des obligations des sociétés minières et la responsabilisation des autorités gouvernementales. Afrewatch organise les communautés vivant autour des sites d'exploitation en comités, les forme et accompagne, dans le but de renforcer leur appropriation de la loi. Elles acquièrent les outils nécessaires pour faire valoir leurs droits et améliorer leurs capacités à : a) enquêter/documenter les abus et violations commis par les entreprises, b) informer les communautés, autorités et entreprises, c) faire du plaidoyer et négocier la réparation des dommages aux victimes et d) surveiller les processus et l'application du code minier par les entreprises et l'État. Le travail de documentation permet et pose les bases d'un dialogue tant au niveau local que national et international pour défendre et protéger les droits de la population congolaise, tout en améliorant ses conditions de vie.

SRI/PES, 22 février 2024